

"Gauches Unies" et la nécessité d'impulser la gauche socialiste et syndicale.

La liste "GAUCHES UNIES" s'est constituée quelques mois avant les élections européennes du 12 Juin 1994. Elle rassemble des militants de divers horizons politiques, mais principalement des militants du POS, du Parti Communiste, des délégués syndicaux, des mouvements associatifs et des féministes, mais sans avoir élaboré un programme et une stratégie anti-capitalistes, ou du moins un programme minimum de transformations sociales.

L'unification de la gauche est une nécessité, mais plus encore se fait sentir pour l'avant garde ouvrière, pour les jeunes, pour les travailleurs socialistes, pour les militants syndicaux le besoin d'une organisation qui oriente les luttes et la volonté de mobilisation de la classe ouvrière dans une perspective anti-capitaliste. La détermination de la classe ouvrière et des travailleurs à résister à la détérioration des conditions de vie et de travail s'est exprimée et s'exprime tous les jours en Belgique et en Europe, par des arrêts de travail, des grèves et même des occupations d'usines. La grève générale historique du 26 Novembre a exprimé cette volonté avec force, mais malgré sa puissance et son influence et la panique qu'elle a engendré dans les milieux patronaux et la FEB, elle n'a pas réussi à supprimer le Plan Global et le gouvernement qui l'a élaboré. Le PS-SP est le principal responsable de cet échec, parce qu'il n'a pas été le relais politique de ces luttes, il n'a pas représenté l'opinion et la volonté des travailleurs au niveau du gouvernement, du Parlement et du Sénat, et il a voté le plan global avec quelques petits amendements. La base des syndicats a dépassé sa

suite page 2

Dans ce numéro

Résolution du Bureau International pour les élections européennes du 12 Juin 1994

voir page 3

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

29^{ème} ANNEE - JUILLET 1994 - N° 396 - 20 Francs

Périodique bi-mestriel-Dépot de Bruxelles X
Editeur Responsable: Polet Cl. 62, rue des cultivateurs -1040 Bruxelles

Conclusions des élections européennes:

LES MASSES ONT DESAVOUÉ L'EUROPE CAPITALISTE

EDITORIAL

Dans tous les pays où ont eu lieu les élections, les masses ont exprimé leur méfiance et leur refus de la construction européenne sous la domination capitaliste. Soit elles se sont abstenues massivement: en moyenne, seulement 56% des électeurs ont pris part aux élections en Europe; en Angleterre, 36% des électeurs seulement ont participé au vote; en Belgique, malgré le vote obligatoire, près de 20% n'ont pas voté ou ont voté nul et blanc; en France et en Italie, la participation électorale a été plus faible que précédemment. Soit, elles ont exprimé dans leur vote, leur critique envers les partis socialistes qui ont échoué à la réalisation de "l'Europe sociale", considérée pourtant par eux comme le complément indispensable du Traité de Maastricht. D'autre part, un secteur important de la classe ouvrière européenne a voté pour soutenir ou faire progresser des partis communistes ou des mouvements à gauche des partis socialistes: en France, le Parti Communiste augmente ses voix, ainsi qu'au Portugal, Izquierda Unida en Espagne, le PDS en Allemagne (qui obtient jusqu'à 40% des voix dans de grandes villes de l'ex-RDA et près de 5% au niveau de toute l'Allemagne), Rifundazione Comunista en Italie maintient un score important de 7%, le Parti Communiste et la Coalition de Gauche en Grèce obtiennent 12,5%.

Les partis de la bourgeoisie se sont présentés très divisés et dans un état de crise profonde. On n'a ja-

mais vu de campagne électorale aussi morne et vide de propositions dans toute l'Europe. En Belgique, les panneaux électoraux n'étaient même pas couverts d'affiches et les slogans rivalisaient de nullité. Pour la grande bourgeoisie, ces élections n'ont pas beaucoup d'importance, le Parlement Européen n'est qu'une chambre de discussions, les décisions se prennent ailleurs, à la Commission, au conseil des ministres. Mais cette attitude ne fait qu'augmenter le rejet et méfiance de la petite-bourgeoisie qui se voit sans aucune perspective de progrès dans l'intégration européenne. La base sociale du pouvoir capitaliste s'affaiblit de plus en plus.

Les partis socialistes sortent également affaiblis de ces élections. Les masses socialistes ont exprimé leur critique profonde vis-à-vis de la politique de la social-démocratie européenne. Elles n'abandonnent pas pour autant le mouvement socialiste, mais ont cherché à peser sur leurs directions pour les faire changer de cap. Cette protestation va s'exprimer, dans les prochaines étapes, dans des mobilisations sociales, pour s'opposer au démantèlement des acquis sociaux, pour défendre les postes de travail et le droit au travail pour tous, pour défendre les services publics.

En Belgique, les mêmes tendances se sont exprimées. On s'inquiète beaucoup de la progression de l'extrême droite dans la région wallonne et bruxelloise. Il est nécessaire de mettre les choses au point à ce

suite page 5

"GAUCHES UNIES" et la nécessité d'impulser la gauche socialiste et syndicale

direction, et elle a réalisé ce magnifique mouvement de grève de Novembre. C'est une trahison des socialistes! disent certains membres de GU. Mais la politique du Parti Socialiste a été depuis 1914 "une trahison" du mouvement ouvrier, c'est pour cette raison que se sont créés les Partis communistes en 1921.

Mais il ne faut pas tout réinventer, les expériences historiques ont laissé des racines très profondes dans la classe ouvrière et les masses du monde et le socialisme est et restera une nécessité historique pour se substituer au capitalisme.

Le démantèlement des Etats Ouvriers, démontrent l'échec de la bureaucratisation, et non l'échec du communisme. La lutte pour le socialisme passe par la lutte pour le programme de l'état ouvrier. Il n'y a rien à réinventer: Les analyses de Marx, Engels, Lénine et Trotsky restent toujours valables. Les événements actuels démontrent avec force qu'il est impossible de construire et faire progresser l'état ouvrier sans démocratie soviétique, sans participation de la classe ouvrière et des masses aux décisions politiques, économiques et sociales. Ce qui a fait faillite en URSS et dans les autres états ouvriers est la gestion bureaucratique qui a jeté petit à petit, tous ces pays dans le bras du capitalisme.

Gauches Unies s'est formée, avec beaucoup de personnes qui pensent qu'il est impossible de faire encore quelque chose avec le PS, tant il est miné et pourri par les scandales financiers et autres et qu'il ne représente plus la volonté des travailleurs. Mais, au sein du PS-SP, il n'y a pas que des dirigeants et des élus corrompus, il y a également des dizaines de militants socialistes, des militants syndicaux et des travailleurs qui rejettent la politique et la corruption et qui se sont battus contre le plan global et toutes les mesures antisociales. Les travailleurs dans leur grande majorité, votent encore PS-SP. Il est possible que quelques militants syndicaux et socialistes adhèrent à GU, mais dans l'ensemble les travailleurs restent centralisés dans leur organisation ouvrière. L'initiative de la FGTR de Bruxelles pour

une grande fête, toutes les organisations de gauche et démocratiques, tous les mouvements associatifs et les sections régionales des Syndicats est un pas en avant vers un front de la gauche. Elle démontre également qu'une gauche socialiste et syndicale existe et qu'elle veut renouer avec les traditions socialistes. D'autres rassemblements se sont fait également à Bruxelles et à Gand pour les élections européennes, où la FGTB propose de porter une réflexion sur le front de la gauche.

Pour présenter une alternative crédible à l'avant garde ouvrière, il est indispensable au moins que GU présente cette autre alternative sociale. Un mouvement qui veut être une alternative à gauche du PS doit au moins défendre l'idée d'une autre société, capable de donner une solution aux problèmes de la population. Revendiquer la lutte pour une société socialiste, pour le socialisme, en Belgique et dans le monde n'est pas une utopie mais un besoin qui se fait de plus en plus pressant lorsque l'on peut constater les dégâts et les conséquences de la vie capitaliste pour la majorité de la population. GU a obtenu 35.580 voix (1.6%) aux élections européennes. Ce n'est pas le résultat obtenu par le Parti Communiste et le POS aux dernières élections où ils se présentaient. Certains se faisaient beaucoup d'illusions en pensant avoir un élu au Parlement Européen, ce qui représentaient à peu près 200.000 voix. Nous pensons que c'est une erreur d'avoir présenté une liste électorale, actuellement sans préparation et sans programme que ce soit aux européennes ou à d'autres élections, parcequ'il est évident que GU ne peut pas concurrencer électoralement les listes des partis socialistes. Elle peut représenter une impulsion, une pression pour défendre des idées et des principes.

José Happart et Philippe Busquin ont accusé GU, d'avoir permis au FN d'obtenir un député. Mais ils ne réfléchissent pas beaucoup plus loin que le bout de leur nez, et ne posent pas la question de savoir où sont passées les 9% des voix que le PS a perdu.

Il est évident que de telles déclarations démontrent une certaine

vis à vis de GU, et du danger politique qu'elle pourrait représenter dans l'avenir, si elle n'en reste pas à un vague programme écolo. Dans ses assemblées, Gauches Unies invite des représentants du Parti du Travail du Brésil, et prend cette expérience comme un exemple pour la Belgique. Le représentant du PT, dans la dernière assemblée a soutenu et encouragé GU, en disant que la première fois que le PT s'est présenté aux élections, il a obtenu 3% des voix. Cette comparaison avec le PT du Brésil ne correspond pas à la réalité de la Belgique. Les conditions sociales et économiques du Brésil et l'expérience du mouvement ouvrier sont très différentes. Lula est un dirigeant du mouvement syndical et ouvrier et le PT a obtenu aux dernières élections 42 millions de voix. Il représente une alternative sociale pour des millions de gens au Brésil et représente un front de toutes les organisations de gauche.

En Belgique, l'histoire s'est faite autrement, il ne faut tout de même pas oublier les expériences historiques du mouvement ouvrier et l'existence d'un Parti Communiste en Belgique. Il ne faut pas tout réinventer! L'unification de la gauche est fondamentale mais elle doit se faire sur la base des luttes sociales. Quel mouvement de gauche défend-il encore aujourd'hui la lutte pour le socialisme? La lutte contre le chômage et le racisme n'est pas un objectif fondamental. Le chômage et le racisme sont une des conséquences du fonctionnement du système capitaliste. C'est cela le combat qui doit être mener, que GU devrait mener pour servir à quelque chose. Pour cela, il est indispensable que GU s'adresse à la base socialiste, aux militants socialistes, et syndicaux pour aider à l'organisation d'un courant de gauche.

**Pour cause de
fermeture de
l'imprimerie, nous
publions
exceptionnellement
"Lutte Ouvrière"
photocopié.**

Front Unique des syndicats et des partis de gauche pour appliquer un programme de transformations sociales !

Les élections au Parlement Européen se déroulent dans un processus continu de crise du système capitaliste. Depuis les élections de 1989, le capitalisme européen se proposait de démontrer sa supériorité sur le camp socialiste en pleine crise et en éclatement. Au lieu de cela, on a seulement vu augmenter le chômage, se détériorer les conditions de vie de la majorité de la population d'Europe et l'exclusion de toute vie économique et sociale gangréner des couches de plus en plus importantes des masses, on a vu s'accroître les conflits et les contradictions inter-capitalistes et l'intervention militaire directe en Yougoslavie. Le Traité de Maastricht a légalisé ce niveau de concurrence et la primauté du capitalisme allemand et français sur le reste de l'Europe et a tout simplement jeté aux oubliettes la moindre idée "d'Europe sociale".

Avec ce Traité, le Parlement européen a encore moins de pouvoir qu'avant, par rapport aux organes réunissant directement les gouvernements européens et à la Commission Européenne. La démocratie parlementaire se réduit de plus en plus dans chaque pays européen et plus encore au Parlement européen.

Les partis de gauche qui interviennent dans ces élections doivent montrer que c'est très peu ce que les masses peuvent obtenir au travers de ce Parlement. Celui-ci a été créé pour dévier les luttes populaires et ouvrières et créer l'illusion dans les partis de gauche, de pouvoir réaliser des changements en faveur des masses dans ce parlement.

Les masses, en général, ne se sentent pas représentées dans les appareils capitalistes de chaque pays. Et encore moins, dans un parlement européen qu'elles voient inaccessible et lointain et, de plus incapable de donner une réponse aux problèmes les plus pressants: travail, logement, éducation, santé, culture.

Le Parlement est aussi un instrument pour contenir et contrôler la concurrence inter-capitaliste. Avant c'était la Grande Bretagne, maintenant c'est la France et l'Allemagne qui déci-

dent de la politique monétaire, industrielle et agricole de l'Europe, et qui soumettent les pays plus faibles à leurs volontés et leurs nécessités. - toutefois dans les limites permises par la concurrence des Etats-Unis qui interviennent constamment en Europe, comme par exemple maintenant avec la nouvelle élévation des taux d'intérêts. Toute l'Europe est entraînée dans la guerre en Yougoslavie, cette guerre montre que le capitalisme ne peut pas désarmer, qu'il vit de la guerre et avec la guerre et se prépare à de nouvelles croisades, au nom de l'Union Européenne et de la paix, contre tout ce qui reste des Etats ouvriers en Europe, ainsi que dans les ex-colonies (le terrible exemple du Rwanda le montre).

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE POUR REALISER L'EUROPE SOCIALE EST NECESSAIRE

Il faut intervenir au Parlement Européen pour dénoncer cette fonction et aussi pour défendre un programme pour réaliser "l'Europe sociale", qui ne peut se faire qu'avec des mesures anticapitalistes. On ne peut pas dire qu'il manque un "volet social" au Traité de Maastricht. Celui-ci est antagonique avec tout progrès social des populations européennes. Il faut soutenir un programme de transformations socialistes de l'Europe: - défense et unification de toutes les entreprises publiques et services publics sous contrôle populaire, - expropriation des industries de base, de la production et distribution de l'énergie et des moyens de communication, et des banques et leur unification sous contrôle des syndicats et des conseils de travailleurs planification commune européenne de l'économie pour répondre aux besoins des populations d'Europe et participer au développement du reste du monde.

Un problème fondamental qui préoccupe toutes les masses européennes, c'est le chômage. Il faut montrer que le capitalisme n'a plus la

capacité historique de le résoudre. On calcule que les prochaines privatisations dans la Communauté Européenne vont mettre un million de chômeurs en plus des 25 millions qui existent déjà.

Quand existaient l'Union Soviétique et le système des Etats ouvriers, la bourgeoisie était obligée de garantir un certain niveau d'emploi et de sécurité sociale. pas dans un sens humanitaire, mais de peur que les masses ne soient attirées et gagnées par la perspective du socialisme. Maintenant, suite à la crise et l'éclatement transitoire des pays socialistes, le capitalisme a une plus grande marge de manoeuvre pour faire régresser les conquêtes sociales des masses. D'autre part, il a besoin de le faire aussi à cause de l'aiguinement de la concurrence mondiale, de la technification et de la concentration capitaliste mondiale.

LA CLASSE OUVRIERE A RESISTE A TOUS LES PLANS D'AUSTERITE DANS TOUTE L'EUROPE

Cependant, la bourgeoisie européenne arrive à ces élections dans une grande crise de confiance dans ses propres rangs. Les gouvernements des différents pays se sont heurtés à une grande résistance devant leurs mesures pour faire payer aux masses l'application de Maastricht. Ils se sont trouvés devant des grèves générales, comme en Belgique: les masses y ont fait le front le plus important depuis la Guerre: front des Wallons et Flamands, des trois centrales syndicales, et des secteurs privés et publics. En conséquence, le gouvernement De Haene n'a pas atteint tous ses objectifs.

En Allemagne, le prolétariat de l'Est et de l'Ouest défend une série de revendications pour égaliser les conditions de travail entre les deux Allemagnes et refusent de payer le prix de la liquidation de la RDA. Ils continuent la lutte pour les 35 heures. La victoire électorale du SPD au Brandebourg et en Basse Saxe est une anticipation de ce que pourront être les prochaines élec-

Résolution du Bureau International
**Front Unique européen des syndicats et des
partis de gauche pour appliquer un programme de
transformations sociales.**

suite de la page 3

tions législatives.

En France, après la victoire électorale de la droite, le gouvernement de Balladur a essayé de mener à fond la politique de la bourgeoisie et s'est lancé dans une campagne de privatisations des entreprises nationalisées par le gouvernement socialiste. Les masses françaises ont répondu par une grande mobilisation sociale, des millions de personnes se sont lancées dans la rue pour défendre l'entreprise publique de l'Aérospatiale, d'Air France, Framatome, pour défendre le droit au travail, le droit à un salaire décent pour les jeunes, l'école publique et ils font reculer le gouvernement.

En Espagne aussi, il y a eu de grandes mobilisations et la grève générale de janvier pour défendre le droit syndical, la sécurité sociale, le droit au travail.

En Italie, la bourgeoisie a créé une mascarade de pouvoir politique avec Forza Italia et le gouvernement de Berlusconi. Cela ne peut compenser l'effondrement de la démocratie chrétienne qui était son appui politique essentiel, minée par la corruption, le clientélisme. Cette corruption exprimait la profonde perte de confiance, la décomposition politique du capitalisme. Les luttes des masses italiennes n'ont pas pu aboutir au pouvoir national, mais elles ont permis à la gauche d'avoir le pouvoir dans presque toutes les grandes villes, et de maintenir 43% des voix aux législatives. L'escroquerie que signifie le scrutin majoritaire a donné une fausse majorité à Forza Italia.

L'expérience de la France et de l'Italie montre, par ailleurs, que la bourgeoisie ne peut recourir au fascisme malgré le besoin qu'elle en a. Elle ne parvient pas à organiser une base sociale fasciste importante. Cela n'empêche pas de prendre des mesures de plus en plus réactionnaires et anti-démocratiques dans toute l'Europe. Il n'y a aucune possibilité de ranimer le capitalisme, d'élever le niveau de vie, de consommation de la population, ni de donner du travail aux chômeurs.

Au contraire, à côté de toutes

ces mesures de régression sociale, le capitalisme européen s'oriente vers la guerre, augmente la production et la vente d'armes et son intervention militaire directe, comme en Yougoslavie. Il faut réclamer le retrait immédiat et total de tous les militaires européens et l'arrêt de toutes fournitures d'armes en Yougoslavie et appuyer la reconstruction de la République fédérée de Yougoslavie. Refuser toute formation d'armée européenne.

**FRONT DE LA GAUCHE
POUR UN PROGRAMME
DE DEFENSE
DEMOCRATIQUE ET
ANTI-CAPITALISTE**

Les partis de gauche avec les syndicats doivent intervenir dans ce processus pour défendre intégralement toutes les conquêtes sociales et leur harmonisation européenne au niveau le plus élevé, pour la semaine de 35 heures et 32 heures, sans perte de salaires et avec embauche compensatoire, la défense intégrale des entreprises et services publics, l'annulation de la dette publique de tous les Etats et l'expropriation des banques et des principaux moyens de production, pour pouvoir commencer une planification économique au bénéfice des masses européennes et de toute la population du monde. Il faut étendre le front de la gauche au-delà des douze pays de la Communauté et, en particulier, vers les pays d'Europe de l'Est et la Russie, pour les intégrer dans cette planification commune au bénéfice de tous.

Le front des partis de gauche et des syndicats doit assumer la défense de la production et des petits producteurs agricoles, leur organisation en coopératives et une planification commune de l'agriculture pour produire des aliments sains, et éliminer les gaspillages, la surproduction, les falsifications alimentaires, qui sont le fait des multinationales. Il faut faire de même pour la protection de l'environnement.

Nous appelons à la réalisation de ce front unique pour les élections européennes et sous forme permanente dans toutes les activités sociales et politiques. Il faut étendre à tous les secteurs ce qu'ont fait les cheminots dans leur grève générale européenne d'un jour en défense du service public. Il faut faire la même chose, immédiatement, pour la semaine de 35 et 32 heures, pour rétablir l'échelle mobile des salaires, pour empêcher les privatisations, pour mettre en commun tous les services publics européens, de communication, de transport, de production et distribution d'énergie etc..

Nous appelons à voter pour les partis communistes, socialistes et d'autres mouvements de fronts de gauche où ils se présentent sur des positions anti-capitalistes et avec la perspective de l'unification socialiste de l'Europe. Pour renforcer la gauche au parlement européen, mais fondamentalement, pour donner des points d'appui politiques au front unique des partis et des syndicats qu'il faut construire dans les luttes sociales et dans la perspective de transformation socialiste de l'Europe.

Bureau International
de la IVe Internationale Posadiste
Mai 1994

Editorial: Les populations ont désavoué l'Europe capitaliste

suite de la page 1

sujet: la gauche présente volontiers l'extrême droite comme un épouvantail. Le véritable "danger" ne se trouve pas là. C'est vrai qu'une petite partie de l'électorat socialiste a voté pour le FN, pour Agir ou pour le Vlaamse Blok. Il s'agit essentiellement de secteurs indépendants, de professions libérales, et beaucoup plus rarement de travailleurs "déclassés", de chômeurs. Mais le problème principal est que le Parti Socialiste ne tire pas les conclusions de son affaiblissement et, surtout, qu'il ne se met toujours pas à l'écoute des masses socialistes qui continuent à le soutenir électoralement tout en ayant fait une grève générale contre la politique soutenue par les socialistes au gouvernement! La lutte contre l'extrême droite n'est pas un objectif prioritaire pour affronter le capitalisme aujourd'hui. Plutôt que de vouloir se mobiliser dans un front anti-fasciste, ce serait beaucoup plus important de faire un front de toutes les forces de gauche, pour pousser le Parti Socialiste hors de l'ornière de la conciliation avec la droite et de la soumission au capitalisme.

Comme prévu, le Plan De Haene ne satisfait déjà plus la bourgeoisie, qui se met à exiger, derrière la FEB, de nouvelles mesures encore plus drastiques contre les travailleurs et la population en général, de nouvelles lois pour réduire les droits syndicaux des travailleurs. Ce ne sont pas les fascistes du FN ou Vlaamse Blok, mais bien la très "respectable" FEB qui veut restreindre durement les droits syndicaux et démocratiques! là est le danger aujourd'hui. Il ne s'agit pas de mettre sur pied le front anti-fasciste, mais bien de construire un front de la gauche, dans lequel la gauche socialiste et syndicale se sentira la force d'entraîner la base du PS-SP dans une lutte anti-capitaliste conséquente.

Notre Parti n'a pas soutenu la présentation de Gauches Unies aux élections européennes. Nous avons considéré que ce n'était pas une bonne manière d'attirer ou d'impulser la gauche socialiste et syndicale, parce qu'on ne lui proposait pas une alternative anti-capitaliste et on ne lui donnait pas confiance. Gauches Unies a d'ailleurs obtenu un faible résultat, qui n'a pas atteint celui du Parti Commu-

niste et du POS aux dernières élections où ils se présentaient. La gauche socialiste et syndicale n'a pas soutenu cette initiative. Par contre, la construction d'un front de toutes les tendances de gauche pour intervenir dans les prochaines luttes sociales des travailleurs et pour élaborer un programme de transformations socialistes sera le plus utile et nécessaire.

Aux élections du 9 Octobre 1994

Impulser un front de la gauche pour représenter la volonté populaire

La Commune est le reflet de tout le fonctionnement de la société. La crise du capitalisme et son incapacité à résoudre les problèmes des gens à des répercussions dans la vie quotidienne de la population dans les Communes. S'il est évident que l'on ne peut résoudre aucun des grands problèmes sociaux de l'humanité, le chômage, la criminalité, la drogue et la guerre au niveau de la Commune; il est possible d'arriver à créer un contre-pouvoir, une contestation face à toute la politique antisociale qui se fait au niveau des Communes. De telles expériences se sont faites en Italie, où les majorités communistes et socialistes ont réorganisé toute la vie des habitants, et entre autres les transports en commun au bénéfice de la population.

L'existence des Communes riches et des Communes pauvres en Belgique n'ont pas comme origine une bonne ou une mauvaise gestion des affaires, mais la répartition sociale des habitants. La principale source de revenus des Communes sont les impôts, et plus les habitants ont des bas revenus plus ils paient un pourcentage élevé d'impôts, mais qui ne rapporte presque rien pour les Communes.

Par contre, dans les Communes riches, les habitants nantis ne paient qu'un tout petit pourcentage qui fait rentrer beaucoup d'argent dans les caisses. La participation de l'état aux fonds des communes devraient compenser toutes les différences et chaque commune devrait pouvoir disposer de maison de jeunes, de piscine, de plaines de jeux, de centre sportif, de parcs et de jardins, de crèches, de maisons de repos, de centres médicaux, de centres culturels, d'écoles en fonction des besoins des gens. Mais la réalité est bien différente! Car l'état ne redistribue pas les fonds équitablement et surtout ne paie pas ce qu'il doit pour rembourser les CPAS en particulier.

D'autre part, les politiciens prétendent toujours que la Commune est le premier échelon de la démocratie, le premier espace où la population peut intervenir, où les élus sont proches des habitants, parce qu'ils viennent leur serrer la main ou boire un verre avec eux au bistrot du coin. Mais en réalité, comme pour le reste, les habitants votent une fois tous les 4 ans, et tout le reste du temps doivent subir toutes les conséquences de la désastreuse politique gouvernementale et communale.

Nous appelons tous les travailleurs de ce pays à voter pour les listes de gauche PS, SP, communistes et Gauches Unies (où ils se présentent) aux élections communales pour impulser un front de la gauche PC, PS, SP, Ecolo et Gauches Unies afin de changer ce rapport de force, afin que la volonté des travailleurs aie un prolongement politique tant communal que national.

Une des conséquences du Plan Global, au niveau communal est l'obligation de constituer une agence locale pour l'emploi dans les Communes, et l'obligation des chômeurs de longue durée de s'y inscrire. Plusieurs bourgmestres socialistes à Bruxelles s'y sont opposés, entre autres Philippe Moureaux, Guy Cudell et Freddy Thielemans. Ce qui veut dire que dans leur commune respective, ces institutions de régression sociale ne seront pas mises en place. C'est déjà très important! La lutte des travailleurs a eu de l'effet dans le Parti Socialiste. Il faut faire la même chose à Bruxelles dans toutes les Communes à majorité socialiste.

L'opposition à la création d'ALE dans les Communes n'est pas une lutte offensive, ni un but en soi, il faut aussi proposer une alternative de lutte à plus long terme contre toutes les conséquences de la gestion capitaliste de la société. Il est très important de développer un programme de revendications pour vraiment "rendre la ville aux habitants".

-Pour un programme de travaux publics avec la participation des Syndicats, pour le bien-être de la population, égouts, gaz, électricité, installations sanitaires complètes dans toutes les maisons!

-Expropriation des maisons et bâtiments abandonnés privés et plan de rénovation pour loger tous les sans abris!

Voilà déjà de quoi donner du travail à tous les chômeurs!

-Mettre en Service Public total la production et la distribution de gaz et d'électricité et le téléphone!

-Créer dans toutes les Communes des centres culturels, de loisirs, des parcs et des jardins, des centres sportifs et des crèches publiques en suffisance pour tout le monde!

Voilà encore de quoi donner du travail aux chômeurs! Défendre un enseignement et une organisation progressistes dans les écoles communales. Participation des familles dans des comités de parents et d'enfants.

- Pour une participation réelle et complète de la population à la direction de la vie sociale et culturelle de la Commune:

* Droits politiques et droits de vote aux travailleurs immigrés

* Comités de quartiers élus et révocables à tout instant par l'ensemble de la population qui interviennent sur tous les problèmes du quartier

* Suppression des cumuls de mandats et leur rémunération et tout le clientélisme.

* Contre la pollution, les dépôts clandestins, faire payer les pollueurs capitalistes!

Pour pouvoir défendre un tel programme, toute la gauche doit s'unir et mobiliser la population pour défendre ses intérêts. Nous invitons tous les élus de gauche, et les Communes à majorité socialiste à se battre pour faire triompher certaines de ces idées.

LE RUANDA DANS LA TOURMENTE AFRICAINE

L'horreur qui nous est parvenue du Ruanda par les médias est presque une banalité sur la fresque africaine. L'Afrique des Etats indépendants a à son actif quatre-vingt deux guerres mineures, plus de mille morts chacune, trente cinq guerres majeures, plus de dix millions de morts, d'où vingt millions de réfugiés; près de cinquante millions de gens subissent, suite à ces guerres la famine, et probablement vingt millions d'entre eux mourront. S'ajoutent à cela les épidémies: surtout le SIDA bombe mortelle à retardement, des maladies.

suite page 4

**LA FONCTION DE LA
RESISTANCE PENDANT LA
DEUXIEME GUERRE MONDIALE
J. Posadas**

voir page 2 et 3

Extrait de "Lutte Communiste"
Journal de la section française
**Les révélations sur le passé de
Mitterrand et la fonction du Parti
Socialiste**

voir page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

32^{ème} ANNEE - Octobre 1994 - N° 397 - 20Francs

Périodique bi-mestriel - Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl. 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles

La semaine de 32 heures, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire, c'est nécessaire maintenant, pour tous et partout en Belgique et en Europe

editorial:

L'opposition des millions de travailleurs au Plan Dehaene, qui s'est exprimée au plus haut point dans la grève générale du 26 novembre passé, aura produit ses effets, au moins, dans le Parti Socialiste et la FGTB. On n'a pas obtenu l'abrogation de ce Plan, mais maintenant, le PS se voit poussé à reprendre à son compte la revendication fondamentale des 32 heures de travail/semaine. De même, le prochain congrès de la FGTB devra mettre cette revendication au centre des débats.

La riposte du CVP-PSC, alliés des socialistes au gouvernement, ainsi que celle du patronat, a été catégorique: inacceptable! Voilà les directions socialiste et syndicale mis au pied du mur. En effet, la semaine de 32 heures, avec embauche compensatoire et maintien des salaires, se heurte de front aux intérêts capitalistes de ce pays. Mais si on fragmente ce mot d'ordre en petits morceaux, si on accepte d'accompagner les 32 heures de pertes de salaires, ou si on accepte que les heures récupérées ne soient pas compensées entièrement par l'embauche de nouveaux travailleurs, on passe à côté de l'objectif pour les travailleurs. C'est dire que cette revendication a un caractère clairement anti-capitaliste et qu'on n'obtiendra pas son application sans de grandes luttes!

Pour le patronat et ses porte-parole au gouvernement, même le Plan Dehaene est insuffisant, il paraît que les entreprises belges ne sont toujours pas compétitives. Ce langage est le même qui est utilisé par les capitalistes français, allemands, et des autres pays européens auxquels se compare l'économie belge. Effectivement, pendant que le Plan Dehaene se déployait en Belgique, des mesures équivalentes étaient prises dans les autres pays européens contre les travailleurs. C'est une spirale infernale.

Les restructurations capitalistes se multiplient à l'échelle mondiale et européenne et un petit groupe dans la société s'enrichit énormément aux dépens de la grande majorité de la population, qui doit travailler dans des conditions de plus en plus difficiles, ou qui est exclue du marché du travail sans aucune perspective de réinsertion.

Si le Plan Dehaene ne suffit même pas aux capitalistes, qu'en sera-t-il de leur position face à la revendication des 32 heures/semaine? Le sacro-

saint principe de "compétitivité" doit être réfuté intégralement. C'est important que la FGTB, suivie tièdemment par la CSC, ait décidé de ne plus participer aux concertations avec le patronat pour reconnaître ces critères de compétitivité.

Mais sa critique de la compétitivité reste encore fort limitée. Parce que la direction syndicale admet toujours, comme elle le dit dans les documents préparatoires au Congrès, le bien-fondé, ou la soumission à l'économie de marché, donc à l'organisation capitaliste de l'économie. Elle ne se donne plus comme but l'appropriation collective des moyens de production et l'organisation de l'économie en fonction des besoins des populations. C'est une contradiction qui paralyse le mouvement syndical. D'une part, on constate que la société capitaliste est totalement incapable d'assurer le plein emploi et le progrès social des masses. La "reprise économique" qui allait apporter des remèdes à tous les problèmes de la société, apporte uniquement de nouveaux profits à la minorité dominante, qui s'ajoutent aux avantages tirés par les patrons du blocage des salaires pendant deux ans. Il faut donc prendre la revendication de la semaine des 32 heures, avec toute la responsabilité nécessaire. On ne convaincra pas le capitalisme que c'est une mesure "raisonnable" pour donner du travail aux chômeurs. Il faudra se mobiliser pour les imposer!

Les travailleurs de Volkswagen viennent de mener une grève très importante, pendant deux semaines, et sans aboutir complètement, pour empêcher le licenciement de 850 travailleurs sur les 6000 occupés à Forest, et pour obtenir 5 minutes supplémentaires de repos par jour. Quand on voit cela, il faut se dire que, pour imposer la semaine de 32 heures sans perte de salaires et accompagnée d'embauche compensatoire, il ne suffira pas de le demander.

Cette revendication doit être discutée et soutenue de façon conséquente dans toutes les entreprises, dans toutes les assemblées de travailleurs. Elle doit devenir un mot d'ordre de combat pour le Parti Socialiste et le mouvement syndical, dans tout le pays et à toutes les tribunes européennes également, que ce soit dans les organisations syndicales internationales, le Parlement Européen, il faut proposer une mobilisation européenne des travailleurs et des chômeurs pour la semaine de 32 heures!

La fonction de la résistance pendant la deuxième guerre mondiale

J. Posadas
1er Mars 1981

La guérilla (1) n'est pas née avec la guerre contre les nazis. Pendant la IIe Guerre Mondiale, les guérillas sont nées avec les mouvements de libération anti-nazis et anti-capitalistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie. Elles se sont étendues postérieurement en

1943, après que l'Union Soviétique, par le triomphe de la bataille de Stalingrad, ait communiqué au monde son message : "Voilà l'oeuvre de Lénine". C'est à Stalingrad qu'a commencé l'écrasement des nazis. C'est ce processus-là, directement lié aux Soviétiques, qui a donné naissance à la

guérilla. L'initiative n'est pas venue d'un pays d'Europe ou d'un autre mais des Soviétiques, qui ont ainsi donné l'impulsion à l'organisation des guérillas de résistance aux nazis.

La première guérilla de la IIe Guerre Mondiale n'est pas née en France, ni en Yougoslavie, mais en Union Soviétique. Elle s'organisa ensuite en Yougoslavie grâce à Tito qui montra sa grande valeur historique en organisant la guérilla avec peu de personnes, mais avec l'appui des Soviétiques. Il ne l'a pas fait pour défendre "la patrie", mais pour liquider la patrie capitaliste et construire un Etat ouvrier en Yougoslavie.

La guérilla, avec un sens historique, social et de transformations sociales, s'est développée sous l'influence des Soviétiques. En France et en Italie, il y eut de nombreux mouvements de résistance. Mais la résistance en Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, a transformé ces pays, tandis que celle de France et d'Italie agissait au nom de la bourgeoisie. De toutes façons, elle a produit des effets, en particulier en Italie où des progrès importants furent accomplis après la guerre, par rapport à la situation d'avant-guerre. La Constitution italienne contient une série de dispositions qui sont des conquêtes de la lutte des partisans. Mais il faut comprendre que l'essentiel de ce processus de la résistance provient de la défaite du fascisme et du nazisme devant l'intervention des Soviétiques. Sans cela, il n'y a pas de résistance qui tienne.

La résistance n'est pas née de conditions particulières de chaque pays. Elle a existé grâce au triomphe des Soviétiques, par exemple les "Quatre Jours de Naples" (2). Les partisans ont fait preuve d'un énorme courage, mais ils n'avaient pas de moyens par eux-mêmes. L'action de libération de Naples n'était pas due au seul courage des partisans, mais au fait que l'armée nazie s'effondrait déjà, et cela depuis la bataille de Stalingrad. C'est alors et non avant que les guérillas ont commencé leurs soulèvements.

Les guérillas les plus importantes ont commencé en Union Soviétique, dans la lutte contre les nazis. Ceux-ci se sont retrouvés encerclés avec un million d'hommes. Les soldats allemands avaient peur de s'éloigner de 500 mètres de leur lieu de cantonnement, parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils allaient rencontrer et qu'ils voyaient toute la population mobilisée contre eux. Tout le peuple soviétique fut l'ennemi des nazis. C'est ce qui a jeté les bases culturelles et sociales de la création de la résistance dans tous les autres pays.

La résistance soviétique foisonne de scènes les plus émouvantes de l'histoire de l'humanité, comme celle de la mère dont les six enfants sont presque morts de faim et qui garde la nourriture pour ceux qui fabriquent des armes. Même s'ils ne sont pas représentés dans des oeuvres de théâtre, de cinéma ou des poésies, ces actes d'enfants, de mères, de pères, de frères, de grands-parents d'Union Soviétique, sont la base de sustentation de la guérilla. Les gens

choisissaient sans conflit de donner leur morceau de pain aux partisans ou aux soldats de l'Armée Rouge. Quand il n'y avait qu'un litre d'eau pour vingt personnes, ils se le partageaient sans disputes. S'il y avait un blessé à aider, à vingt mètres de l'endroit où se trouvaient les nazis, les enfants allaient le chercher. L'état-major nazi avait peur de voir les soldats allemands influencés par les Soviétiques. De nombreux soldats allemands s'étaient laissés prendre, ils étaient déjà écoeurés de la guerre.

Cette attitude du peuple soviétique envers les soldats allemands s'exprima clairement à la fin de la guerre quand les gens, qui n'avaient eux-mêmes presque rien, donnaient des cigarettes et du pain aux soldats vaincus défilant au milieu de la population. Cela montrait l'absence d'égoïsme du peuple soviétique, et cette conduite, qui fut la même pendant toute la guerre, a eu un effet démoralisateur terrible sur l'armée allemande.

Pendant le siège de Stalingrad, de nombreux officiers allemands ont commencé à émettre des doutes sur cette guerre, à la suite de ce processus de démoralisation intérieure. L'état-major nazi fit fusiller des officiers qui disaient : "C'est une folie sociale que nous sommes en train de faire. Nous allons sacrifier un million d'hommes parce que le peuple soviétique va de toutes façons nous liquider". Le comportement du peuple soviétique exerçait toute cette influence. Les pères, les enfants et même les vieillards, démontraient une grande assurance humaine, allant jusqu'à aider et bien traiter les soldats allemands. Cela démoralisait intérieurement l'armée nazie. Tout en ayant un tel comportement, le peuple soviétique ne transigeait pas avec la défense de l'URSS.

La résistance de la IIe Guerre Mondiale est née de cette expérience des Soviétiques. En Yougoslavie, Tito a organisé le mouvement des partisans dès le début de la guerre, mais il le fit en tant que communiste. Certains aspects de la vie de Tito à l'époque où il était partisan furent très beaux. D'autre part, il n'est pas exact que les Soviétiques ne l'ont pas aidé et ne sont pas intervenus. La guérilla a été menée par les Yougoslaves mais avec l'aide des Soviétiques. Ceux-ci, même s'ils n'aidaient pas directement, faisaient certaines actions près de la Yougoslavie, obligeant les nazis à mobiliser leurs troupes d'un côté à l'autre. Ce n'est pas Staline mais l'état-major de l'Armée Rouge qui prenait ces initiatives. Staline avait des divergences avec Tito, mais l'Armée Rouge jugeait et agissait d'un point de vue militaire.

Tito recevait un appui immense des paysans yougoslaves. Ceux-ci vivaient dans des conditions très misérables, mais ils aidaient les partisans. Le triomphe de Tito est essentiellement un résultat de l'existence de l'Union Soviétique, à quoi il faut bien sûr ajouter le courage, la capacité militaire, l'art stratégique et politique de ce petit pays pour affronter à la fois les nazis et la bourgeoisie alliée au roi qui ne valait pas mieux que les nazis.

La structure du mouvement des partisans de la IIe Guerre Mondiale ne se base pas sur l'amour de la patrie, mais sur l'amour pour le progrès de l'humanité, influencé par l'Union Soviétique et par les guérillas de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. En Chine aussi Mao

LE 50e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION : LES CRIS ET LES SILENCES DE LA BOURGEOISIE

Dans son discours commémorant le débarquement allié en Normandie, le président Clinton avait mis en évidence ce que signifient toutes ces commémorations pour le système capitaliste mondial : "La libération de l'Europe a commencé en 1944 et elle s'achève en 1991 avec la fin de l'Union Soviétique".

On glorifie le rôle des armées américaine et britannique, comme si c'étaient elles qui avaient libéré l'Europe du nazisme. La Résistance des partisans est quasi totalement ignorée, ainsi que la participation, pourtant fondamentale, de l'Union Soviétique, dans la défaite de l'Allemagne fasciste.

C'est que, pour la bourgeoisie de l'époque comme pour celle d'aujourd'hui, l'écrasement de l'Allemagne était important, non comme l'écrasement du fascisme mais comme celui d'un concurrent dangereux dans la course pour la domination du monde. En même temps, il y avait un autre danger aussi important pour la bourgeoisie : le progrès de l'Union Soviétique et l'extension des transformations socialistes à toute l'Europe. La Résistance, en France, en Belgique, en Italie, mais aussi dans toute l'Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Grèce, était portée essentiellement par la classe ouvrière, par les paysans, par le peuple qui luttait contre l'occupation, contre le fascisme et pour le changement socialiste de chaque pays.

La bourgeoisie en France ou en Belgique, par exemple, n'avait pas de force propre. En Belgique, l'armée s'était volatilisée et le roi Léopold III son chef s'était soumis à l'Allemagne de Hitler. En France, le régime de Vichy collaborait avec le nazisme. D'où ce besoin d'exalter le rôle de l'armée américaine et britannique qui ont réellement sauvé le capitalisme français et belge de la liquidation. D'où également la nécessité de faire silence sur la résistance de la population, des travailleurs dans les entreprises, des partisans armés, et surtout sur la place de l'Union Soviétique dans la défaite nazie. Celle-ci a commencé non pas avec le débarquement allié, mais avec la bataille de Stalingrad en 1943, avec la défense acharnée que le peuple soviétique a faite de l'Etat ouvrier contre les troupes nazies. C'est aussi le peuple soviétique qui a souffert le plus de cette guerre, avec la destruction immense de son territoire et les millions de morts.

La politique de Staline, suivie par les partis communistes, a permis le maintien du système capitaliste en Europe occidentale. Les partisans ont rendu les armes et les partis communistes ont accepté de travailler au "redressement" de l'économie capitaliste. Ils croyaient possibles des unions nationales avec les bourgeoisies des différents pays, et à partir de là obtenir des conquêtes sociales jusqu'à ce que le capitalisme disparaisse de lui-même.

La bourgeoisie française, belge, et surtout l'impérialisme américain, avaient d'autres vues. Ils ont profité à fond de cette politique de la gauche pour reprendre force et poursuivre leur objectif final : détruire le système socialiste et toute velléité de révolution socialiste en Europe. Ils ont jeté la bombe atomique sur Nagasaki et Hiroshima, tuant 300.000 personnes en quelques instants, non seulement pour écraser le Japon mais aussi pour tester sans scrupule cette arme nouvelle, et surtout pour arrêter l'Union Soviétique. C'est pourquoi Clinton est logique dans son discours : pour le capitalisme mondial, la guerre commencée en 1939 ne s'est pas achevée en 1945, elle devait conduire à affaiblir l'Allemagne et aussi à détruire l'Union Soviétique.

C'est pourquoi dans les commémorations actuelles, on cache soigneusement toute une face de l'histoire. Puisque l'Union Soviétique a éclaté, c'est comme si elle n'avait jamais existé ! Mais là où Clinton et la bourgeoisie se font des illusions, c'est de croire que les matraquages médiatiques suffisent pour effacer de la mémoire des masses ce que l'Etat ouvrier soviétique a été capable de faire, ce que le mouvement ouvrier et les partisans ont fait pour l'écrasement du fascisme, et surtout que cette commémoration fracassante de la fin de la deuxième guerre mondiale va faire accepter la politique actuelle du capitalisme.

On nous dit que depuis 1945 l'Europe vivrait en paix. Mais cette "paix" a déjà fait autant de morts que ceux de la Grande Guerre. Le capitalisme a fait des guerres par procuration dans de nombreux pays du tiers monde, provoquant les famines, la désolation, les maladies, les déplacements de millions de populations. Il a fait la guerre du Golfe. Maintenant, il fait une nouvelle guerre en Yougoslavie, cultive les conflits dans l'ex-Union Soviétique, provoque des affrontements avec les pays encore socialistes, de la Corée du Nord à Cuba, se prépare à intervenir à Haïti. Le capitalisme est fauteur de guerre, il ne change pas de nature.

La fonction de la résistance pendant la deuxième guerre mondiale.....suite de la page 2

avait déjà organisé des guérillas. La "Longue Marche" a représenté une des prouesses historiques les plus grandes qui soient. On doit considérer ces faits, indépendamment de toutes les divergences qu'on peut avoir avec Mao. Sans cette guérilla, il n'y aurait pas d'Etat ouvrier aujourd'hui en Chine. C'est elle qui a détruit le capitalisme anglais, américain et japonais.

Postérieurement, la guérilla de Fidel Castro est aussi à compter parmi les expériences les plus émouvantes de l'histoire. En commençant par le fait que tous les dirigeants de la guérilla étaient originaires de familles riches : Guevara, Castro et d'autres. Ils étaient des fils de propriétaires, de latifundistes, de commerçants. Ils ont été gagnés à la pensée scientifique de l'histoire. La vie qu'ils menaient dans la Sierra Maestra était une belle expression de sentiments communistes.

Toutes ces expériences font aussi partie des mouvements de partisans. Mais on ne le considère pas de cette manière en Europe (quand les partis de gauche parlent de la Résistance). On ne pense pas à faire un lien entre l'expérience cubaine et le mouvement des partisans de la IIe Guerre Mondiale en Italie et ailleurs.

La structure de l'histoire se base sur le besoin de dépassement de sa condition sociale, qui s'accomplit au moyen de transformations sociales. Dans un pays comme la Chine par exemple, il s'est accompli par des prises de terres. Dans des conditions de guerre, les guérillas peuvent servir notamment à s'emparer des terres. On ne peut pas parler de guérilla en abstrait, il faut parler de la fonction historique qu'elle accomplit. Les guérillas ont pu se développer et avoir des bases d'appui parce qu'elles se donnaient l'objectif de transformations sociales. Même quand elle ne le pose pas explicitement dès le début, toute guérilla signifie des transformations sociales. La guérilla de Mao a commencé en 1927. Tout le monde savait qu'elle était synonyme de transformations sociales. Fidel Castro s'appuya en partie sur l'expérience de Mao, mais aussi sur l'expérience militaire de Trotsky et des Bolcheviques, bien que lui-même n'en avait pas une claire notion. La guérilla cubaine n'était pas une histoire de fou, elle se basait sur ces expériences de l'histoire.

La discussion sur la guérilla est importante pour comprendre comment transformer la société. Tous les mouvements de guérillas tendent à transformer la société. Il n'y a pas de guérilla en abstrait, elle répond à une finalité historique. Aujourd'hui, elle n'a déjà plus de finalité bourgeoise, ou alors c'est un mouvement du genre de l'Unita en Angola, qui mène une action contre-révolutionnaire et n'a ni la moindre valeur ni le moindre soutien. Les Chinois eux-mêmes, qui sont après les Bolcheviques les plus grands experts en guérilla de l'histoire, ont échoué quand ils ont voulu en faire une contre les Vietnamiens, car ils n'avaient pas de raison historique : la raison historique consiste dans le fait que les gens comprennent et voient comment agir pour progresser.

Il ne faut pas prendre l'expérience de la guérilla comme une simple commémoration et contemplation du passé. Tout processus historique a besoin d'être ob-

servé, mais il faut le faire avec un regard d'organisateur et non pour s'en réjouir ou se distraire. La contemplation fait partie de l'observation, mais ensuite il s'agit de chercher à organiser mieux : voilà la fonction de la pensée. Il faut observer comment le processus historique s'est déroulé, et tout de suite après on voit qu'on peut faire mieux. Ce n'est pas pour cela qu'on avait mal fait avant, mais on avait dû oeuvrer dans d'autres conditions historiques. Si Trotsky vivait aujourd'hui, il agirait infiniment mieux que pendant la guerre civile en 1920. Maintenant il aurait des canons, alors qu'il n'avait même pas de balles pour les fusils. Il n'y avait pas assez de balles et les Bolcheviques ont dû mener les actions les plus audacieuses pour obtenir des armes et des munitions pour la guerre.

Nous analysons l'histoire en nous préparant à la continuation de ce processus qui découle de la Ie Guerre Mondiale. Le processus historique n'est plus le même qu'avant, mais ses racines sont identiques : c'est l'action dite "populaire" pour transformer l'histoire. Cette action est déjà chaque fois moins "populaire" car c'est la direction qui l'organise, mais elle a un appui populaire. La population intervient, sa participation à la guérilla montre qu'elle veut intervenir dans les transformations sociales. Par la suite, la direction écarte la population, car c'est elle - avec le parti - qui dirige. L'existence du parti n'est pas nocive en soi, mais quand il organise mal son activité, la population ne peut pas intervenir, ce sont les appareils du parti qui contrôlent tout.

Mais dans la prochaine guerre, il n'y aura plus d'appareil qui vaille pour contenir l'intervention de la population. Il n'y a qu'à observer les expériences de la Ie et de la IIe guerre Mondiale. Les appareils occupent chaque fois moins d'espace parce que l'humanité augmente sa capacité, son niveau de compréhension, et par conséquent son degré de conscience. Quand les enfants dirigent des révolutions, comme c'est le cas au Salvador et au Nicaragua, c'est parce que les conditions actuelles ne sont plus celles des "Quatre Jours de Naples". Aujourd'hui, tous les enfants du monde ont quelque chose de napolitain. Mais les Napolitains eux-mêmes étaient les fils des enfants de l'Union Soviétique, ils n'étaient pas Napolitains à proprement parler.

Depuis que l'humanité existe, il existe des guérillas. En Europe, les jacqueries des paysans étaient une sorte de guérilla, même avec toutes leurs limitations. De même, les mouvements de résistance de la bourgeoisie contre le féodalisme. En Amérique Latine, il y eut des guérillas contre l'occupation espagnole et anglaise. Mais la guérilla d'aujourd'hui n'a pas la même signification : elle lutte pour des transformations sociales qui éliminent toute forme de propriété. Les guérillas des époques antérieures faisaient passer la propriété de certaines mains vers d'autres. Maintenant elle agit pour la retirer de toutes les mains.

La guérilla est un instrument indispensable du progrès de l'histoire. Elle peut avoir divers contenus, divers objectifs, mais celle qui a survécu dans l'histoire est celle qui cherche la transformation sociale et qui représente le besoin de progrès de la

population. L'humanité s'est construite en partie au moyen des guérillas. C'est de cette manière qu'elle a progressé. Ce sont les guerres qui résolvent les problèmes des grands secteurs qui dominent la société. Mais la guerre des Soviétiques n'est pas une guerre ordinaire, elle est une des formes de la révolution qui s'exprime en défenses et en attaques guerrières. La guérilla ou la guerre ne se juge pas en soi mais en fonction de ses objectifs. S'il s'agit de guerre capitaliste ou de guérilla capitaliste, nous sommes contre les deux, bien que pour une quelconque raison historique on pourrait appuyer l'une contre l'autre, si cela convient au progrès de l'histoire.

Le progrès de l'histoire humaine s'accomplit au travers de la lutte de classes. Toutes les guerres ont leurs causes ou leur provenance dans la lutte des classes ou la lutte entre différents secteurs d'une même classe. A partir de 1917, la guerre entre les classes conduit à une guerre contre la classe qui dirige. C'est là un des fondements essentiels de l'histoire à l'époque actuelle, mais on ne le pose jamais. L'existence même de l'Union Soviétique fait que les guerres de cette époque sont différentes de celles où l'URSS n'existait pas. La prochaine guerre sera encore différente de la précédente, bien que l'Union Soviétique existe déjà. Mais dans la guerre de 1940 - 1945 Staline doutait des résultats de la guerre et cela le conduisit à vouloir forcer Tito, ainsi que Mao, à concilier avec le capitalisme. Mais il se heurta à leur opposition. Au nom de l'Etat ouvrier soviétique, Staline signa les accords de Yalta et de Téhéran. Mais l'Etat ouvrier a besoin d'impulser l'histoire et cela se fait en renversant le système capitaliste : ce sera la caractéristique de la prochaine guerre.

La guerre de 1940 - 1945 n'avait pas pour but de renverser le système capitaliste, mais elle créa et développa les contradictions sociales inter-capitalistes et les bases de l'antagonisme entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes. La population s'est unie à l'Union Soviétique et chassa le capitalisme en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Dans la prochaine guerre, l'humanité va se soulever contre le capitalisme, malgré toutes les bombes atomiques que celui-ci va faire sauter. Les personnes victimes de radiations, qui resteront encore en vie, vont se préoccuper de développer l'histoire et non de se soigner. L'humanité a déjà acquis la conscience que le socialisme représente le progrès de l'histoire.

Quand une action de guérilla se fait au nom de la réaction, on ne peut plus parler de guérilla mais simplement d'une bande armée. La guérilla est unie au progrès social. A l'étape actuelle, la guérilla change son sens historique parce qu'elle a la référence de l'Etat ouvrier. C'est de là qu'elle part et c'est là qu'elle aboutit. Dans la IIe Guerre Mondiale, Staline ne se proposait pas d'étendre l'Etat ouvrier à d'autres pays. Pourtant, c'est ce qui arriva. Trotsky avait prévu que la guerre aurait cette conclusion. Dans la prochaine guerre, un processus de guérilla va se dérouler à une échelle encore cent fois plus vaste. La population va instantanément organiser des guérillas.

L'expérience du Vietnam représente une phase de la guérilla, même par

rapport à la Chine. Mais il faut de toutes manières avoir un grand respect pour la guérilla de Mao. La Chine était un pays extrêmement arriéré, les gens n'y jouissaient d'aucun droit. Mao organisa la guérilla en vue de transformer le pays. Le Vietnam représente déjà une combinaison entre la forme de la guérilla et le programme de libération sociale. La libération sociale est l'objectif déclaré et la guérilla est un moyen. On peut comparer deux mouvements de guérilla assez semblables, celle de l'Algérie et celle du Vietnam. Mais en Algérie, le programme de la libération sociale n'existait pas au début, il fut formulé plus tard par Boumediène. Au Nicaragua, c'est à peu près la même chose. Mais au Vietnam, la direction se proposait d'embrasser l'objectif de la transformation sociale. Elle a adopté la méthode de lutte de guérilla parce qu'elle ne pouvait pas agir autrement. Ce n'était pas une simple rébellion populaire, mais une lutte d'opposition sociale historique prenant la forme de la guérilla.

La guérilla révolutionnaire, pour des transformations sociales, est une partie intégrante de l'activité humaine. Elle est le produit des soulèvements de la population. Dans la prochaine guerre, la guérilla sera la manière dont s'exprimera le pouvoir révolutionnaire. Mais la lutte la plus élevée pour le progrès humain, quelle que soit la forme qu'elle prend, se concentre dans l'Union Soviétique. 1917 est la forme de lutte la plus élevée qui ait été, combinant guérilla, révolution, guerre. 1917 combinait tous ces aspects parce qu'il y avait une direction politique qui savait conduire vers l'objectif, une direction qui avait la capacité de gagner, par la persuasion, une grande partie de l'ennemi dont la révolution avait besoin. Mais elle pouvait le faire une fois que la révolution avait profondément influencé les soldats russes, une fois que le comportement de la population, l'héroïsme des ouvriers et les objectifs mêmes de la révolution, avaient pénétré au fond de la conscience des soldats, qui voyaient alors l'arriération brutale de la Russie. Les Bolcheviques organisaient leur activité pour cela.

Le tsar, tout comme Somoza au Nicaragua, voulait garder le pouvoir par la force, par l'imposition militaire, en comptant sur la peur, sur l'égoïsme individuel, sur la peur des mères, des fils, des épouses. Mais il se fait que l'enfant dit : "On va tuer ma mère, mais nous allons continuer la lutte". L'enfant ne raisonne pas en fonction du sentiment de propriété ou du sentiment filial, mais en tant qu'être humain, en tant que genre humain. Le capitalisme ne peut comprendre une telle chose. Dans la prochaine guerre que le capitalisme prépare, les exemples de ce comportement social vont se multiplier par millions. Les gens vont s'orienter en fonction de sentiments humains et non en fonction de sentiments familiaux. Leur raisonnement ne restera pas prisonnier de la famille, ils penseront qu'il faut changer la vie.

J. Posadas - 1er Mars 1981

Notes :

(1) Guérilla : ce terme englobe ici tous les mouvements de lutte armée dans l'histoire, aussi bien celui de Fidel Castro, de Mao, des Angolais, que les mouvements des partisans en Europe pendant la guerre de 1940 - 1945.

(2) "Quatre Jours de Naples" : libération de la ville de Naples en Septembre 1943, à la suite d'un soulèvement populaire, avant même l'arrivée des troupes anglo-américaines.

LE RUANDA DANS LA TOURMENTE AFRICAINE

suite de la page 1

Depuis des années, les populations du Soudan du sud sont massacrées notamment pour des différences de religion, on dénombre plus d'un million de morts, les médias ne trouvent rien à redire, le génocide est perpétré avec la bénédiction des USA qui considéraient le régime précédent trop révolutionnaire, à elle seule, la prise du pouvoir par les islamistes a fait plus de cinq cent mille morts. Actuellement à Khartoum plus de 50.000 enfants, femmes, hommes originaires du sud ont été déportés dans des camps de regroupement. L'armée gouvernementale a pu prendre à revers les armées du sud en passant par le Centre-Afrique, avec le soutien de la France, alors que ce pays est classé sur le banc des nations terroristes.

Une ethnie minoritaire a pris le pouvoir au Libéria grâce à l'intervention militaire des USA. Le nouveau pouvoir pratique l'élimination de toutes les oppositions et ethnies. La guerre contre le pouvoir imposé par les USA continue.

L'Angola subit une guerre organisée par les USA, par l'ancien pouvoir d'Afrique du Sud qui était intervenu militairement en envahissant une partie du pays, une grande partie du matériel de guerre donné par ces deux Etats est stockée au Zaïre et l'armée zaïroise intervient en permanence au côté de la marionnette de Zvimbi.

L'Ethiopie, la Somalie, le Maroc au Sahara, le Tchad et une dizaine d'autres Etats sont des bains de sang et pourtant cela n'émeut pas plus les médias. Les médias pourraient en faire des choux gras s'ils les voulaient. Tout se passe comme si l'Afrique est sur une braise qui se ravive d'un endroit à l'autre, dès qu'un conflit s'assoupit.

Les anciennes colonies ont dû accepter de gré ou de force la politique néo-coloniale des anciens maîtres. Politique qui consiste principalement dans le fait que pour un dollar donné deux à trois dollars retournent au donateur. Aucun Etat démocratique ne peut accepter un tel esclavage, c'est pour ça que le système capitaliste soutient ou met en place des dictateurs (et souvent à l'image grand-guignolesque). Ce pillage entraîne à terme la guerre civile.

L'Afrique a emprunté de l'argent au moment où les cours des matières premières, et alimentaires étaient stabilisés. Aucun Etat africain n'a le contrôle des prix, le capitalisme a jugé bon de faire chuter presque à zéro la valeur de ces produits, le remboursement devenait impossible. Les banques compensaient largement la faillite par l'achat à un prix ridicule des produits, tout en maintenant l'obligation de la dette.

La politique de l'endettement est une pratique qui remonte à l'Antiquité: celui qui ne peut rembourser devient esclave ainsi que sa descendance. Et cela existe dans tout le système capitaliste, un enfant belge qui naît doit plus de un million de francs essentiellement aux banques par le biais de l'Etat. Le FMI et la banque mondiale ne supportent pas le moindre programme social, la moindre régulation économique par l'Etat, la moindre entreprise publique, le moindre service public, l'Etat ne doit servir qu'à défendre la propriété privée et surtout celle du grand capital.

Au début de cette année, environ sept milles habitants du Shaba (Katanga) au Zaïre ont été massacrés dans des pogromes et plus de 700.000 personnes ont dû fuir pour avoir eu des ancêtres kasaiens. Le président Mobutu est l'homme providentiel pour le gouvernement et la présidence française, qui étaient les soutiens indispensables du régime Habyarimana. De 1990 à 1991 l'armée zaïroise conjointement avec l'armée française, se battaient sur le territoire ruandais contre le FPR, où ils subissaient des graves revers militaires. Le Président Habyarimana a dû signer avec le FPR un premier accord suivi en août 1993 des "accords d'Arucha".

La France organise l'armée ruandaise, cette armée passe de sept mille hommes à quarante mille hommes et des milices parallèles en suscitant depuis 1990 une idéologie raciale, qui de-

vait aboutir à l'élimination d'un million de gens, et à un nouvel exil d'un million et demi de gens. Le gouvernement doit payer les armes en monnaies sonnantes et rébuchantes, la France offre pour quatre millions de dollars d'armes par le Crédit Lyonnais. La politique française au Ruanda était de s'y maintenir à n'importe quel prix.

Le 6 avril 1994, l'avion qui reconduisait les Présidents du Ruanda et du Burundi est abattu par un missile, sans pouvoir le prouver, il semblerait que ce soit des militaires français déguisés sous des uniformes de l'armée belge qui auraient fait le coup. Tout est bien orchestré, l'armée et les milices s'abattent sur les villes et les campagnes avec leurs armes et surtout leurs machettes, ils tuent toute l'opposition hutu et tutsi, il s'en suivit un génocide de tutsis.

La France obtient le droit par Mobutu de laisser passer ses troupes sur le sol zaïrois pour intervenir au Ruanda et permettre le bivouac de cette armée sur son territoire.

La lutte inter-impérialiste pour la domination du monde fait rage. La France évince la Belgique du Zaïre et du Ruanda, les USA évincent à son tour la France du Ruanda, les Etats-Unis ont reconnu immédiatement le nouveau gouvernement et envoyé 2.000 mille GI. Pour sortir d'une dictature, auparavant il était possible pour ces peuples de s'appuyer sur le camp socialiste même au prix d'une guerre avec l'impérialisme comme l'Angola, le Mozambique, la Lybie. Aujourd'hui, ils doi-

vent composer avec un clan impérialiste contre les autres pour survivre, pour essayer de maintenir un minimum d'acquis sociaux.

Le Ruanda est un pays à forte densité de population où plus ou moins 90% de la population est agricole. Chaque famille vit sur une petite parcelle de terrain. Avec l'explosion démographique, il n'y a pas assez de terre. En chassant, en éliminant une partie de la population, des terres se libèrent. Ce phénomène a gagné une partie de la population hutus à la politique raciste de Habyarimana.

Nous ne pouvons admettre la théorie ethnique inventée de toute pièce par le colonialisme belge, qui a divisé la population ruandaise en tutsis et hutus selon l'état de richesse des gens en inscrivant sur leur carte d'identité leur appartenance de manière à obtenir une classe sociale pour défendre les intérêts coloniaux. Un apartheid avant l'Afrique du Sud. Avant la colonisation, s'il était vrai que les dynasties étaient tutsis, les hutus et tutsis vivaient ensemble, bien souvent des hutus étaient socialement supérieurs aux tutsis, une partie des tutsis étaient pauvres, beaucoup de mariages étaient mixtes et le sont encore. Les tutsis ont été soutenus par le colonialisme et l'église catholique presque jusqu'à l'indépendance. Comme les tutsis ont fait cause commune avec les hutus, l'église catholique et l'administration coloniale ont monté la population hutu contre les tutsis, et en spoliant les tutsis pauvres ou riches (quand un tutsi devenait pauvre il restait tutsi, de même un hutu devenu plus riche reste hutu) pour distribuer la terre aux hutus.

Le nouveau gouvernement ruandais, composé de hutus et de tutsis, ne peut

résoudre le problème de la terre uniquement sur le principe de la propriété privée, surtout que les exilés de 1962 reviennent et reprennent les terres abandonnées par les nouveaux exilés. La solution c'est de libérer une grande partie de la population de la terre en augmentant sa productivité par le moyen des coopératives d'outillages, d'achat et de vente, de production et en développant un secteur secondaire, par exemple une industrie agroalimentaire, l'exploitation de ses richesses minières (primaire) et d'une industrie de transformation de ses minerais, d'une industrie pour les produits de consommation courante.

Seul l'Etat est capable de pratiquer une telle politique économique. L'impérialisme se cachant derrière le paravent du FMI ne permettra pas ce type de programme économique, il ne peut pas permettre l'élimination de la vente de ses produits sur le marché ruandais et d'être en concurrence sur le marché mondial. Ceci est valable pour beaucoup de pays. De même, si un entrepreneur privé voulait investir avec cette volonté politique, l'impérialisme ne le permettrait pas. Le GATT exprime bien cette réalité.

Le système capitaliste prétend élever l'homme et les peuples à l'abondance, mais il s'avère incapable d'émanciper l'homme, bien au contraire il tend à réduire l'humanité à la misère, à l'esclavage. Tous les moyens sont bons: blocus, guerres, famines, maladies pour arriver à ses fins. La seule possibilité pour les hommes de se libérer est de cette misère est de s'unir aux pays frontaliers, de rechercher l'unification mondiale pour éliminer le système capitaliste qui l'enferme en établissant une société socialiste universelle.

LES REVELATIONS SUR LE PASSE DE MITTERRAND ET LE ROLE DU PARTI SOCIALISTE

Après les différents ouvrages parus récemment, et surtout le livre de Pierre Péan sur la jeunesse de Mitterrand, l'ensemble du Parti Socialiste, déjà en crise et divisé après dix années de gouvernement socialiste et de multiples affaires de corruption, se trouve confronté à un nouveau problème: la respectabilité de son leader politique. Certains s'insurgent contre les révélations qui sont faites en parlant d'entreprise de démolition visant les socialistes ou d'assassinat politique, d'autres se demandent comment il a pu cacher aussi longtemps cette période de sa vie.

Mais n'est-ce pas Mitterrand lui-même qui a complaisamment ouvert des archives secrètes sur son passé pétainiste, ses activités au sein du régime de Vichy, qui a ressorti de vieilles photos en compagnie du Maréchal Pétain, qui a confié à l'auteur ses relations suivies avec d'anciens collaborateurs, entre autres avec René Bousquet jusqu'en 1986? L'entreprise de démolition cette fois ne vient pas de la droite qui, au contraire, durant une cinquantaine d'années s'est bien gardée de dénoncer cette période sombre de la politique française qu'était le régime de Vichy, de peur de voir remonter à la surface le passé de certains autres membres de sa classe politique, pour qui l'objectif principal de l'époque n'était pas la lutte contre l'Allemagne nazie mais la montée du communisme.

Une grande partie des dirigeants socialistes s'offusque des relations d'amitié que Mitterrand continuait à avoir avec René Bousquet, le responsable de la police de Vichy et de milliers de déportations et de crimes contre les juifs, dont ils prennent connaissance aujourd'hui.

Mais la période de la répression contre les Algériens, des tortures et des exécutions de 1956 et 1957 dont il était en partie responsable, ou des tractations avec l'extrême-droite pour évincer De Gaulle à la présidence en 1965, ou même son intervention pour promouvoir le Front National sur la scène politique française en 1982, ne suscitent aucun commentaire: ces faits étaient déjà plus ou moins connus.

Alors de quel courage, de quelle fidélité à ses valeurs, à l'intérêt national et à la République parle-t-on devant de telles révélations? Il est vrai que Mitterrand a fait un parcours plutôt inhabituel: passer de la droite nationale au socialisme. Mais ce revirement était-il le fait de convictions profondes ou la seule voie possible dans les conditions politiques de l'époque qui lui eût permis d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat? La suite de l'histoire laisse penser que la passion du pouvoir et celle de l'argent étaient les valeurs primordiales de Mitterrand et non celles de la construction d'une nouvelle société socialiste.

Mais là n'est pas le problème, le passé de Mitterrand est ce qu'il a été. C'est maintenant à l'avenir que le Parti Socialiste doit se consacrer.

L'étape de l'alliance avec le Parti Communiste et du Programme Commun a représenté un progrès énorme pour l'ensemble de la gauche, qui a été imposée par le prolétariat et la base communiste et socialiste. Le triomphe de Mitterrand aux élections de Mai 1981 n'a pas représenté un triomphe personnel, mais celui de la classe ouvrière, du prolétariat, de secteurs de la petite-bourgeoisie, qui ont concentré dans ce vote tout leur espoir de change-

ment, ceci dans une étape où le système capitaliste se trouvait affaibli.

La non-application du programme de transformations économiques et sociales au cours de ces dix années de gouvernement socialiste n'a pas été le fait de conditions économiques défavorables, comme certains l'analysent, mais celui de l'incapacité et du manque de volonté de la direction socialiste à prendre les mesures nécessaires pour imposer un changement radical de la société.

Aujourd'hui, certains secteurs du Parti Socialiste dénoncent la politique du libéralisme économique et le décalage entre les discours des années 80 et l'action menée au pouvoir. Ils déclarent qu'il est nécessaire d'appliquer maintenant ce qui ne l'a pas été pendant dix ans, contrairement à ceux qui ne portent leur critique que sur l'étape de régression sociale du gouvernement Balladur.

Le prochain congrès du Parti Socialiste qui doit se tenir en Novembre prochain doit tirer les conclusions de ces dix années de gouvernement socialiste. Il est nécessaire de rechercher effectivement les bases d'une nouvelle politique qui ne s'inscrive plus dans la logique du système capitaliste. Il est indispensable pour cela de reconstituer une nouvelle union de l'ensemble des forces de gauche, incluant le Parti Communiste et les autres secteurs qui veulent maintenir et faire progresser les conditions sociales. Cette union sur des actions communes doit permettre l'intervention la plus large de la base, des militants, de tous les secteurs concernés par le changement de la société. C'est de cette façon que le Parti Socialiste aura à nouveau un rôle à jouer dans l'avenir.